

VILLE DE ROUEN

CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 21 DECEMBRE 2023

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

48 ADHESION AUX MISSIONS DU BLOC INSECABLE DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA SEINE-MARITIME**PRESENTS** : M. Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Maire.

Mme Caroline DUTARTE, M. Jean-Michel BEREGOVY, Mme Laura SLIMANI (représentée par M. Nicolas LEVARAY jusqu'à son arrivée en séance à 21 h 20), M. Kader CHEKHEMANI, Mme Marie-Andrée MALLEVILLE (représentée par M. Adrien NAIZET jusqu'à son arrivée en séance à 19 h), M. Manuel LABBE (représenté par M. Jean-Pierre TREDET après son départ de la séance à 21 h 35), Mme Fatima EL KHILI, M. Sileymane SOW (représenté par M. Nicolas MAYER-ROSSIGNOL pendant son absence de 21 h 20 à 22 h 10), Mme Florence HEROUIN-LEAUTEY (représentée par Mme Annie BOULON-FAHMY jusqu'à son arrivée en séance à 18 h 55), M. Matthieu de MONTCHALIN, Mme Amèle MANSOURI, M. Nicolas ZUILLI, Adjoints au Maire,

Mme Hortense HECTOR, Mme Annie BOULON-FAHMY (représentée par Mme Florence HEROUIN-LEAUTEY après son départ de la séance à 20 h), Mme Elizabeth LABAYE, M. Mohamed BERBRA, M. Marnadou DIALLO, M. Jean DE BEIR, M. Yves SORET (représenté par M. Matthieu de MONTCHALIN jusqu'à son arrivée en séance à 19 h 51), M. Christophe DUBOC, Mme Claire GUEVILLE, M. Stéphane MARTOT, Mme Marie FOUQUET, Mme Marie DESBORDES, Mme Marie ATINAULT (jusqu'à son départ de la séance à 19 h 35), Mme Christine de CINTRE (représentée par Mme Elizabeth LABAYE jusqu'à son arrivée en séance à 20 h 17), M. Abdelkrim MARCHANI, M. Thibaut DROUET, Mme Zohra AMIMI (représentée par Mme Hortense HECTOR jusqu'à son arrivée en séance à 19 h), Mme Aliénor DUREUIL-BENSAHOU, M. Nicolas LEVARAY, M. Adrien NAIZET, M. Valentin RASSE-LAMBRECQ (représenté par M. Nicolas ZUILLI jusqu'à son arrivée en séance à 18 h 55), M. Franque-Emmanuel COUPARD LA DROITTE (représenté par M. Bruno DEVAUX après son départ de la séance à 19 h 20), M. Bruno DEVAUX, Mme Hayet ZERGUI, M. Pierre-Antoine PRIMONT, M. Guillaume CHAROULET, Mme Félicie RENON, M. Jean-Pierre TREDET, Conseillers Municipaux.

REPRESENTES : M. Frédéric MARCHAND (représenté par M. Christophe DUBOC), Mme Sarah VAUZELLE (représentée par Mme Caroline DUTARTE), Mme Françoise LESCONNEC (représentée par M. Jean-Michel BEREGOVY), M. Kader FEHIM (représenté par M. Mohamed BERBRA), Mme Blandine DI FALCO (représentée par Mme Marie FOUQUET), M. Pierre-Yves ROLLAND (représenté par M. Jean DE BEIR), M. Cyrille MOREAU (représenté par Mme Fatima EL KHILI), Mme Chloé ARGENTIN (représentée par Mme Claire GUEVILLE), Mme Enora CHOPARD (représentée par M. Stéphane MARTOT), M. Samuel de GENTIL-BAICHIS (représenté par Mme Aliénor DUREUIL-BENSAHOU), Mme Sophie CARPENTIER (représentée par Mme Hayet ZERGUI), Mme Marine CARON (représentée par Mme Félicie RENON), Mme Marie BERRUBE (représentée par M. Pierre-Antoine PRIMONT).

ABSENTE : Mme Louisa MAMERI.

VILLE DE ROUEN
CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 21 DECEMBRE 2023
DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

48 ADHESION AUX MISSIONS DU BLOC INSECABLE DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA SEINE-MARITIME

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Seine-Maritime (C.D.G. 76) se positionne en tant que partenaire « ressources humaines » des collectivités et assure pour le compte des collectivités et établissements non affiliés un certain nombre des missions optionnelles, dont certaines relèvent de missions facultatives et d'autres d'un ensemble de missions dites insécables définies à l'article L.452-39 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.). Ces missions du bloc insécable sont les suivants :

- Le secrétariat des conseils médicaux,
- L'assurance juridique statutaire, y compris un référent déontologue (à destination des agents),
- L'assistance au recrutement et l'accompagnement individuel à la mobilité des agents hors de leur collectivité d'origine,
- L'assistance aux comptes de droits en matière de retraite,
- La désignation d'un référent laïcité.

Ces missions constituent un appui technique indivisible et la collectivité souhaitant adhérer à une de ces missions est légalement dans l'obligation d'adhérer à la totalité. Elles sont financées par une contribution assise sur la masse salariale d'aujourd'hui (article L.452-26 à 28 du C.G.C.T.), définie par le conseil d'administration du C.D.G. à hauteur de 0,04 % à la date d'aujourd'hui (soit environ 36.900€ pour 2023 pour la Ville de Rouen). Cette adhésion emporte par ailleurs le droit à une représentation au sein du conseil d'administration dans un collège spécifique à hauteur de 2 sièges pour la collectivité.

La Ville de Rouen a adhéré par convention du 7 mars 2016 à la mission de secrétariat des instances médicales et par convention du 20 juin 2022 à la mission de conseil et assistance statutaire, mise à disposition du référent déontologue et du référent laïcité à destination des agents. Ces conventions seront résiliées au 31 décembre 2023, les missions concernées entrant dans le champ du bloc insécable de compétences des centres de gestion.

Il est donc proposé l'adhésion de la Ville à cette nouvelle convention, permettant au C.D.G. de continuer à assurer ces missions relevant d'une technicité et de sujets d'une particulière sensibilité (instances médicales et déontologie).

Par ailleurs, au titre des missions proposées par le bloc insécable dont l'accompagnement individuel à la mobilité des agents hors de leur collectivité d'origine, et sur sollicitation de la collectivité, un conseiller « Mobilité, reclassement et handicap » du C.D.G. 76 pourra accompagner chaque année dix agents afin de les aider dans leur démarche de mobilité externe.

L'autorité territoriale propose aux membres de l'organe délibérant de prendre connaissance de la convention type remise par le Centre de Gestion de la Seine-Maritime.

J'ai donc l'honneur, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir prendre acte de la présentation de ce rapport sur l'adhésion de la Ville au bloc insécable de compétences du C.D.G. 76.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Sur le rapport de M. Matthieu de MONTCHALIN, Adjoint,

VU :

- L'article L.452-39 du Code Général de la Fonction Publique,
- La délibération du 7 mars 2016 par laquelle la Ville de Rouen a adhéré à la mission de secrétariat des instances médicales placée auprès du Centre de Gestion de Seine-Maritime,
- La délibération du 20 juin 2022 par laquelle la Ville de Rouen a adhéré à la mission de conseil et assistance statutaire, mise à disposition du référent déontologue et du référent laïcité à destination des agents auprès du Centre de Gestion de Seine-Maritime,
- Le projet de convention annexé.

CONSIDERANT :

- Que le Centre Départemental de Gestion de la Seine-Maritime (C.D.G.76) assure, pour le compte des collectivités et établissements non-affiliés, des missions optionnelles telles que le secrétariat du conseil médical, l'assistance juridique statutaire ou la désignation de référents déontologue et laïcité,
- Que l'adhésion à une de ces missions entraîne adhésion à la totalité des missions du bloc insécable,
- Que le financement est assuré par une cotisation de 0,04 % assise sur la masse salariale,
- Que l'adhésion à ces missions est nécessaire pour la Ville de Rouen,
- Que l'adhésion à ces missions implique de résilier les conventions de 2016 et 2022 au profit de la nouvelle convention.

APRES EN AVOIR DELIBERE :

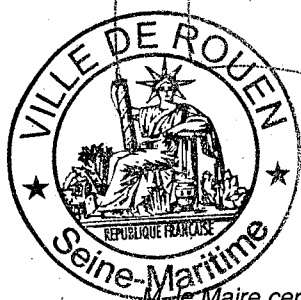
- 1.- décide de résilier à la date du 31 décembre 2023 les conventions du 7 mars 2016 et du 20 juin 2022,
- 2.- approuve les termes de la convention d'adhésion aux missions du bloc insécable du C.D.G. 76.
- 3.- autorise M. le Maire ou l'élu délégué à signer la convention d'adhésion aux missions du bloc insécable.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Fait à Rouen, en l'Hôtel de Ville, les jour, mois et an susdits.

p. extrait conforme,
Le Maire de Rouen,

suivent les signatures,



M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53 Avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État.

De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du CJA.

